

POUR UN VRAI SYNDICALISME

Notre conception du syndicalisme nous pousse à réaffirmer quelques principes et par là-même à redéfinir notre vision de l'Université. Elle doit rester un lieu de création et de transmission du savoir. En conséquence, nous combattons toute logique de privatisation de l'Enseignement supérieur et reponsons les principes d'Université laïque, gratuite et ouverte à tous.

Les récents assauts d'Allègre et de ses acolytes ne font que confirmer la logique libérale qui touche l'Université depuis plus de vingt ans. Cependant, il ne faut pas restreindre ces attaques au seul monde étudiant. Il s'agit pour nous de prendre en compte les problèmes de fond et de les analyser de façon globale.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons plus nous contenter de la définition de l'étudiant proposée dans la charte de Grenoble. En effet, la notion de *jeune travailleur intellectuel*, si elle a été juste pendant un temps, néglige aujourd'hui l'évolution sociale et économique de la société capitaliste. Balayons dès à présent l'idée d'un retour possible au plein-emploi : le chômage est une aubaine pour les boursicoteurs et les patrons en tous genres. Il constitue un formidable moyen de pression qui permet d'accroître, à la fois la précarisation d'une bonne partie de la population et de rogner allègrement sur le droit du travail. Nous ne sommes pas les seuls à prendre en compte cette évolution. Le mouvement des chômeurs et précaires de l'hiver 97 l'a bien démontré en revendiquant un revenu garanti avec ou sans emploi.

Il semble à présent plus à propos de parler de l'étudiant comme un acteur social en quête d'émancipation culturelle déconnectée d'une finalité d'emploi. En ce sens, le rôle de l'Université n'est pas de fournir de la main-d'œuvre taillable et corvéable à merci aux entreprises. Et que l'on ne vienne pas nous dire que le chômage est du à une mauvaise formation. C'est le système capitaliste qui est responsable de la misère et qui l'entretient !

Le rôle d'un syndicat de transformation sociale digne de ce nom est d'être le moteur du mouvement social, de favoriser son émergence selon les principes de démocratie directe et d'auto-organisation des luttes, de se mettre à son service.

Pour toutes ces raisons, nous ne nous reconnaissons plus dans l'Union Nationale des Etudiants de France. En effet, depuis trop longtemps, elle est non seulement totalement absente des luttes étudiantes mais en plus, elle est devenue un frein à toute initiative. Comme le disait Carine Seller, présidente de l'Unef-id, dans un récent numéro du *Monde*, l'essentiel des différences entre l'Unef et l'Unef-id a disparu. Il ne faut donc pas s'étonner du manque d'organisation et de mobilisation des étudiants. Comment un syndicat peut-il se targuer de représenter les étudiants quand celui-ci n'est pas capable de se mobiliser contre la privatisation annoncée de l'Université ? Comment un syndicat peut-il agiter la solidarité étudiante quand il n'est pas capable de relayer la mobilisation de ses structures locales ?

L'AGE de Limoges (AGEL -Solidarité Etudiante) a décidé lors de son congrès local, à l'unanimité, de quitter l'UNEF. Elle appelle tous les camarades qui se retrouvent sur les bases de ses textes de contribution à l'imiter et à la rejoindre dans le projet de constitution d'un syndicat étudiant national, de lutte et de transformation sociale.